

L Emergence Economique Des Nations Afd

A l'intersection de trois branches de la science économique, l'économie du développement, la nouvelle économie institutionnelle et l'histoire des faits économiques, cette thèse revient sur la problématique abondamment traitée mais toujours entourée de controverses et de confusions, de l'impact de la nature d'un régime politique sur le processus de développement économique. Dans ce cadre, nous souhaitons la traiter d'une manière dynamique et globale. Pour cette raison, nous allons passer en revue diverses séquences historiques afin d'étudier les trajectoires politiques et économiques des nations et de détecter ainsi les points de convergence et de divergence qui les lient. Notre démarche ne consiste pas à établir les corrélations qui peuvent exister entre la nature d'un régime politique et le taux de croissance économique, mais plutôt à chercher des liens de causalité entre les caractéristiques d'une démocratie ou d'une dictature et le développement économique d'un pays. En analysant cette relation dans la durée, nous allons mettre en avant les changements importants qu'elle peut subir mais aussi les influences mutuelles que peuvent avoir les évolutions politiques et économiques. Nous allons ainsi analyser le rôle que peut avoir la structure politique dans la pauvreté et la richesse des nations. En suivant d'abord le processus de développement économique en Europe occidentale et en observant comment ce processus va réagir face à l'avènement des monarchies absolues et à l'émergence de régimes politiques plus libres. Ensuite, il sera question du rôle des dictatures prédatrices dans la persistance des problèmes de sous-développement dans les pays du Tiers-Monde. La comparaison de l'impact de la démocratie et des régimes autoritaires développeurs sur le processus de développement économique nous amènera dans un premier temps à analyser théoriquement les effets positifs et négatifs des deux régimes, d'abord dans le court et le moyen terme, ensuite dans le long terme. Par la suite, il sera question de l'analyse des trajectoires politico-économiques du Chili, de la Corée du Sud et de la Chine afin de confronter l'analyse théorique à l'épreuve des cas empiriques

Au cours des dernières années, la sécurité est devenue un objectif central des gouvernements. La doctrine de sécurité nationale de l'Administration Bush (2002), celle des pays Etats européens, en commun avec les Etats-Unis (Concept stratégique de l'OTAN, 1999) ou seuls (Stratégie Européenne de sécurité, 2003) adoptent une nouvelle vision de la mondialisation. Ces documents déclarent que, en plus des menaces armées, la sécurité nationale inclut désormais de nombreuses dimensions (énergie, environnement, droits de propriété privée...) auxquels il convient de parer, y compris par des moyens militaires. La plupart des gouvernements de la planète reprennent à leur compte un agenda sécuritaire qui mêle trop souvent les ennemis de l' " extérieur " et ceux de l' " intérieur ". Dans les pays développés, les salariés confrontés à l'insécurité au travail, les populations sans droit ; dans les pays du Sud, les communautés dont on privatise les terres et les espèces végétales, les victimes de catastrophes climatiques (la " fracture " climatique redouble la " fracture " sociale) et de maladies de destruction massives, celles et ceux qui vivent sous des régimes autoritaires, demandent également plus de sécurité. L'exigence de sécurité n'est pas nouvelle mais elle va croissante. Dans le contexte de la mondialisation dominée par la finance débridée et des dangers qui menacent l'humanité, les enjeux et conflits de mobiles sécuritaires ainsi que leur instrumentalisation sont au centre de cet ouvrage, fruit d'un travail commun mené par des économistes, des juristes, des politistes et des sociologues.

Cet ouvrage présente l'émergence de nouvelles grandes puissances économiques sur la scène internationale, tels que les membres du groupe des « BIC » (le Brésil, l'Inde et la Chine), ainsi que d'autres pays dits « émergents » comme le Mexique et l'Afrique du Sud. L'accent est mis sur les raisons de l'efficacité des différentes stratégies économiques adoptées, mais aussi sur les difficultés auxquelles ils pourraient être confrontés à l'avenir et auxquelles ils doivent d'ores et déjà faire face.

Le présent ouvrage a pour objet de définir une théorie de l'émergence économique, qui constitue une étape vers la convergence avec les pays développés. Sur la base de la définition produite, il propose une méthode de mesure de l'émergence à travers un ISEME (indice synthétique de l'émergence économique), en la testant avec un échantillon de 115 pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe. L'utilité potentielle de l'indice ISEME est enfin indiquée.

Proceedings of a Regional Expert Consultation on Forestry Policies in Africa, Accra, Ghana, October 1995. Parallel texts in English & French
Nous vivons aujourd'hui dans l'ère de l'« empire » américain, dont la mondialisation n'est que l'expression économique. Forte de la certitude que le libre-échange allait profiter à tous, l'Amérique a manœuvré progressivement pour « faire bénéficier » de la mondialisation l'Europe, l'Asie et le reste du monde, au point de demeurer aujourd'hui la nation indispensable à la sécurité et à la prospérité du globe. L'empire américain a façonné ainsi le monde, mais a fragilisé les États. Il a coopté les élites au détriment du reste des populations qui ont vu les inégalités se creuser, ce qui a tracé au cœur des nations – y compris aux États-Unis ! – une frontière économique entre les gagnants et les perdants du système. Résultat : la contestation, voire la colère des peuples, gronde. Avec le Brexit et l'élection de Donald Trump, l'utopie américaine d'une « mondialisation heureuse » est brutalement confrontée à la perspective d'un rejet, trente ans après la faillite de l'autre grande utopie, l'idéologie communiste. Faudra-t-il un autre signal fort, tel que l'arrivée au pouvoir d'un parti populiste dans un grand pays européen, pour que les dirigeants occidentaux prennent conscience de l'urgence qu'il y a à corriger les effets de la mondialisation sur leurs populations, dont ils ont oublié un peu vite qu'elles étaient aussi composées d'électeurs ?

L'économie de l'ordre et du désordre est un livre important qui propose une approche de la théorie économique tout à fait nouvelle, une approche qui élargira l'ensemble des faits interprétables grâce à des modèles plus pertinents d'interactions entre les agents. Le texte part d'un constat. Que peuvent dire les théoriciens de l'économie sur l'essor et le déclin économique des régions ou des nations ? Sur la polarisation progressive des espaces géographiques ? Sur la sclérose ou le succès des entreprises ? Sur les conditions d'émergence de firmes dominantes ? Sur la découverte ou la diffusion des innovations ? Sur la pérennité ou la différenciation dynamique des marchés ? Sur la transformation historique des modes de régulation sociologiques, économiques et politiques ? Faute de modèles appropriés, il leur est impossible d'organiser le vaste savoir en miettes collecté depuis deux siècles sur ces sujets. Or, ces interrogations ont un noyau en commun. Elles se réfèrent toutes à la formation des comportements, à l'établissement de relations entre agents, à la constitution de règles, à l'élaboration d'institutions. Bref, à l'émergence éventuelle d'un ordre, à son adaptation, à sa transformation, à sa dissolution dans le chaos. C'est ce constat qui a été à l'origine de la genèse de ce livre. Un livre dont l'objet se résume en une phrase : essayer, en prenant l'exemple du marché et en partant de la notion d'auto-organisation, d'analyser la naissance, le fonctionnement et la mort des institutions en économie. L'ouvrage s'appuie sur une modélisation rigoureuse mais pour que la lecture soit aisée, il ne reproduit pas les démonstrations et réduit au minimum l'arsenal mathématique.

Cet ouvrage propose un ensemble de réflexions qui concernent l'avenir du Cameroun et de l'Afrique d'une manière générale. Ces orientations se situent dans le prolongement de celles proposées par le gouvernement camerounais. L'objectif de cette réflexion n'est ni de magnifier, ni de pointer l'absurdité du projet gouvernemental, mais de procéder à une évaluation sans complaisance des choix, des engagements et des ambitions, dans le but de conforter cette promesse d'avenir.

Malgré les avancées considérables constatées dans tous les secteurs de l'activité économique et dans la société, l'économie industrielle sera source de nombreux problèmes pour les sociétés, les communautés humaines, les relations économiques internationales et pour toute l'humanité. Ce sont ces problèmes considérés comme défis de la société industrielle de l'époque contemporaine qui sont analysés par l'universitaire africain.

Cet ouvrage propose une économie politique internationale de la Société des Nations afin de mieux mettre en relief le rôle déterminant qu'a joué l'ancêtre de l'ONU dans la reconstruction économique de l'Europe au lendemain de la Première guerre mondiale. Résolument

interdisciplinaire, l'analyse pose un cadre conceptuel qui permet de comprendre l'émergence des institutions internationales comme un phénomène social situé au croisement de l'économique et du politique. L'ouvrage s'articule autour de l'hypothèse selon laquelle la SdN, par ses plans de reconstruction mis en oeuvre dans plusieurs pays européens, a contribué à diffuser une doctrine de discipline monétaire, une rigueur budgétaire et une mythologie du marché autorégulateur qui mèneront tout droit à la Grande crise des années trente. Il se penche sur le réseau des élites financières transnationales qui gravitent autour de la SdN, remonte à l'origine intellectuelle des programmes de reconstruction, et examine leurs répercussions sur les différents pays concernés, l'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie, et la Grèce parmi d'autres. L'analyse montre l'émergence, durant l'entre-deux-guerres, d'une gouvernance monétaire et financière dont le Fonds monétaire international (FMI) sera l'héritier à l'issue du second conflit mondial.

La dissolution de l'URSS et la guerre du Koweït ont signé en 1991 la fin du XXe siècle. On imaginait alors un XXIe siècle dominé par les États-Unis, hyper puissance militaire et économique. Mais ce " siècle américain " a avorté entre 1997 et 2003. La crise financière internationale de 1997-1998 a suscité l'irruption de nouvelles stratégies économiques, le sursaut de la Russie, la rupture de nombreux pays latino-américains avec le modèle américain et l'émergence de la Chine comme pivot de la stabilité en Extrême-Orient. En tentant de restaurer leur hégémonie par la force, les États-Unis ont engendré, en Afghanistan et en Irak, deux désastres militaires et politiques. Alors qu'ils faisaient figure de victime le 11 septembre 2001, ils sont aujourd'hui isolés diplomatiquement et doivent affronter l'image de Guantanamo et des tortures à Abou Ghraïb. Sous nos yeux naît un nouveau XXIe siècle, sans puissance régulatrice, marqué par un monde multipolaire et où la souveraineté nationale redevient un axe clé de la pensée politique. Las, les élites européennes tardent à reconsidérer leurs politiques à l'aune de cette nouvelle donne. Comme leurs aînées incapables de comprendre le XXe siècle ouvert par la " Grande Guerre ", elles s'accrochent à des prismes politiques obsolètes. Pour combattre la répétition de cette erreur funeste, Jacques Sapir s'attache à montrer quelles leçons la France et l'Europe devraient tirer d'une perception plus juste du siècle qui vient.

De la colonisation à l'actuelle mondialisation de l'économie et de la culture occidentale, l'histoire asiatique, africaine et latino-américaine des peuples autochtones est d'abord une histoire de domination et d'exploitation. Les " premières nations " n'ont toutefois pas dit leur dernier mot. Parallèlement à l'expansion du marché et à l'affaiblissement des États nationaux, on assiste aujourd'hui à l'émergence de multiples mouvements indigènes bien décidés à porter sur les plans politique et juridique leurs revendications sociales et identitaires.

Les débats sur l'avenir de l'Union européenne réactualisent deux questions programmatiques qui traversent l'histoire européenne depuis la Première Guerre mondiale : faut-il unifier l'Europe en une vaste zone de libre-échange sans entamer les souverainetés nationales ? Faut-il plutôt encadrer un marché unique européen par des institutions supranationales dont l'objectif politique et social est plus affirmé ? Ce livre explique pourquoi et comment la construction européenne a progressé de manière tout à fait originale en instaurant un marché institutionnalisé dans lequel la problématique sociale est présente dès le début. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la prise de conscience de la nécessité d'assurer la paix a poussé à explorer toutes les voies possibles pour bâtir une Europe unie. Cet ouvrage retrace le cheminement intellectuel qui a mené à l'instauration d'un marché commun destiné à améliorer les conditions de vie des Européens. Il analyse comment la Communauté européenne a permis d'affronter, sans catastrophe sociale, les mutations majeures du monde moderne. L'ouverture des marchés et la globalisation de l'économie, une nouvelle révolution agricole, le passage d'une société industrielle à une société de l'innovation technologique et de la communication, les bouleversements énergétiques, le défi environnemental, les élargissements successifs et l'Europe sociale sont quelques-uns des thèmes qui sont traités. Sur le plan méthodologique, le retour aux sources et la mobilisation des nouvelles potentialités scientifiques et pédagogiques offertes par les bibliothèques numériques renouvellent la démarche historique en vue de rendre plus accessible la complexité et les enjeux profonds de la construction européenne. Enfin, ce livre fournit une synthèse à la fois précise et claire, nourrie de sources qualitatives et quantitatives, qui a fait longtemps défaut.

Cet ouvrage présente toute l'histoire de la pensée économique en 40 fiches. Il est l'outil indispensable à la réussite des examens en Histoire de la pensée économique. Chaque fiche expose : l'essentiel à savoir, les concepts de base, des citations. À la fin de l'ouvrage, 130 QCM pour réviser, et un mini dictionnaire de 100 économistes. L'ouvrage ne se substitue pas aux manuels existants mais vient les compléter pour la révision. L'ensemble de la matière et des connaissances à acquérir y sont présentées de façon simple et concise.

Environ 35 ans après les autres pays moins développés, les niveaux élevés de mortalité et de fécondité des 48 pays d'Afrique subsaharienne (ASS) ont commencé à baisser. Le démarrage tardif de la transition démographique dans la région, son rythme lent et le maintien d'une croissance démographique supérieure à 2,5% par an pendant plus de 50 ans font de la transition démographique de l'ASS un phénomène unique en comparaison des autres transitions observées ailleurs dans le monde. Avec le début de la baisse de la fécondité et les meilleures performances économiques de l'ASS entre 2000 et 2014, de nombreux pays d'ASS ont cru qu'ils pouvaient capter un premier dividende démographique et de devenir des économies émergentes - un processus que nombre de pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont été réalisés entre 1970 et 2000. Les données disponibles pour l'ASS et le contraire que sa forte croissance démographique depuis les années 1960 a eu des effets négatifs sur la croissance de son PIB par tête. Par ailleurs, il n'y a actuellement que quatorze pays de l'ASS, représentant 20% de la population de l'ASS, qui remplissent les conditions initiales nécessaires pour bénéficier d'un premier dividende démographique.

Malheureusement, la pandémie du Covid-19 va gravement compromettre les perspectives économiques de l'ASS. Ce livre analyse les défis que les pays de l'ASS doivent affronter pour répéter le miracle économique de l'Asie de l'Est et du Sud-Est. À ce jour, la majorité des pays d'ASS sont à une phase critique de leur développement. En effet, les prochaines étapes détermineront si, oui ou non, les pays de l'ASS seront en mesure d'accélérer leur transition démographique, de capter un premier dividende démographique et de devenir des économies émergentes. John F. May est professeur de recherche à la Schar School of Policy and Government, George Mason University, Arlington, VA, États-Unis. Il a obtenu son doctorat en démographie de l'Université de Paris-V (Sorbonne). Il est spécialiste des politiques de population et de la démographie de l'Afrique subsaharienne et a travaillé sur des projets de population et de développement à travers le monde pour la plupart des organisations internationales. Jean-Pierre Guengant est Directeur de recherche émérite à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), rattaché à l'Université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne). Il possède un doctorat en développement économique de l'Université de Clermont-Ferrand, France. Ses travaux récents portent sur le dividende démographique et l'émergence de l'Afrique subsaharienne.

La deuxième moitié du XXe siècle aura été fondée sur un paradoxe. Des générations d'hommes politiques ont parlé de la " construction européenne " mais il semble s'agir d'un objectif qui, comme l'horizon, s'éloigne au fur et à mesure que l'on avance. En fait, avec les années qui passent, on assiste à la déconstruction, à la destruction des nations, sans que rien ne vienne les remplacer. Et l'on peut même se demander, hypothèse encore plus terrible, mais vraisemblable, si " faire l'Europe " ne consiste pas, en fait, à détruire les nations. L'historien allemand Rudolf von Thadden l'avait dit sans prendre de gants : " Pour faire l'Europe, il faut défaire un peu la France ". La construction européenne fut fondée, dès l'origine, sur l'idée d'une renonciation à l'exercice de la souveraineté, sous prétexte que certains pays européens, l'Allemagne, en particulier, avait cédé, entre 1914 et 1945, au vertige de la puissance. On avait libéré les nations mais pour, aussitôt, les démanteler à nouveau. Confondant la puissance et la souveraineté, on s'imaginait que l'équilibre des puissances passait désormais par l'abolition des souverainetés. Comme le montre Pierre Hillard, jeune et brillant connaisseur de l'Allemagne et des affaires européennes, on a, par cette politique de gribouille, permis à des forces fascistes et impériales de revenir sur le devant de la scène. Son nouvel ouvrage est l'occasion, pour lui, d'élargir le champ de son enquête : derrière le morcellement territorial des États, on ne retrouve pas seulement des organisations héritières du national-socialisme et des mouvements ethno-racistes, largement décrits dans son Enquête sur le plan allemand

qui va bouleverser l'Europe : on recense, en fait, de multiples courants qui, de la droite à la gauche, militent pour la destruction des nations et, quelquefois consciemment, font le jeu de la mondialisation économique et politique, qui est, en fait, le produit du basculement des Etats-Unis d'Amérique dans l'impérialisme, comme l'avouent ouvertement les idéologues du gouvernement Bush. Pierre Hillard montre comment l'atlantisme, qui n'avait plus de raison d'être après la fin de la guerre froide, est devenu l'instrument de ce " mondialisme " que prônait, dès son élection à la présidence de la République, le père de l'Europe actuelle, Valéry Giscard d'Estaing. Chercheur scrupuleux, Pierre Hillard reconstitue un certain nombre de réseaux et identifie les fondations qui, en Europe et aux Etats-Unis, s'emploient à saper les principes mêmes de la souveraineté des Etats, au nom des droits des minorités et au service du capitalisme prédateur qui caractérise notre époque, toutes ces tendances faisant le jeu de l'hégémonie américaine. Une hégémonie que Zbigniew Brzezinski décrivait, en 1997, dans un cadre spenglerien : la vocation américaine est désormais de contrôler l'Eurasie, pour réaliser l'empire occidental. C'est la logique mortifère d'une Europe carolingienne à la fois impuissante diplomatiquement et ravagée par les désordres économiques qu'engendre l'ordre américain pour détruire la seule Europe possible, celle des souverainetés pleinement exercées par des Etats nationaux, coexistant dans la paix et la prospérité. L'auteur de ce livre s'affirme de plus en plus, en effet, comme un observateur très précieux de la politique internationale. La clarté et la précision de ses analyses sont le meilleur antidote aux tours de passe-passe idéologiques dont se servent les manipulateurs de la démocratie. "".

Les auteurs nous livrent ici le résultat de leur enquête dans un champ économique dévasté par la crise. Des propos éclairants sur une discipline en état de choc, pour permettre de discerner de nouvelles lignes de reconstruction de la pensée économique. Mention d'honneur au Prix TURGOT 2011 pour les ouvrages collectifs Arnaud Montebourg présente l'ouvrage à l'Assemblée Nationale (Paris - 27 mai 2010) : la vidéo Les effets de la crise ne se sont pas limités à la débâcle de la finance et à la récession économique. En effet, elle a aussi touché le monde des économistes et certains ont parlé de la déroute de ceux qui n'ont pas réussi à la prévoir et à en mesurer l'ampleur. La question qui se pose aujourd'hui est de connaître les raisons de cette déroute et de ce naufrage collectif. Comment expliquer cette faillite des économistes ? Comment analyser cette incapacité à prévoir l'une des plus graves crises de l'histoire économique moderne ? D'où vient cet aveuglement en la capacité du marché à corriger les errements des traders, attirés par le profit et le gain à très court terme ? Pourquoi éprouvent-ils les plus grandes difficultés à formuler les politiques nécessaires pour sortir de la crise actuelle ? Et, surtout, est-ce que le champ de la réflexion économique est capable de se renouveler pour échapper à sa propre crise, ainsi qu'à la défiance et à la suspicion que certains éprouvent aujourd'hui vis-à-vis des économistes ? Cet ouvrage apporte des éléments globaux de réponse à ces questionnements et à ces interrogations. Les auteurs montrent que la faillite des économistes réside principalement dans la volonté de faire de leur domaine un champ de savoir qui se rapproche davantage de celui du monde de la nature et s'éloigne des sciences sociales et humaines. L'ouvrage suggère également des pistes pour renouveler la réflexion et reconstruire le champ économique. Il s'adresse aussi bien aux économistes et aux étudiants de cette discipline qu'à toute personne désireux de comprendre les raisons de cette déroute. Bien qu'ils n'aient pas adhéré à la Société des Nations, les États-Unis ont largement participé à ses activités, jouant un rôle déterminant dans le développement des sections techniques, ancêtres des agences spécialisées de l'ONU (santé, travail, questions économiques, coopération intellectuelle). Les principaux acteurs de cette participation sont les fondations philanthropiques, notamment la Rockefeller foundation et la Carnegie endowment for international peace. Décidées à intégrer coûte que coûte les États-Unis dans le système sociétaire afin de pouvoir influencer sur l'élaboration de normes internationales, les fondations sont tout au long de l'histoire de la SdN des soutiens financiers et des partenaires intellectuelles majeures. Le gouvernement américain n'est pas absent du processus : comprenant l'intérêt de ne pas rester aux portes de l'organisation internationale, il envoie des experts dans les multiples commissions créées par la SdN et soutient discrètement l'activité des fondations. La participation américaine, officieuse mais massive, contribue ainsi à remodeler dès l'entre-deux-guerres le système international.

Peut-on parler d'un concept de nationalité propre aux pays en voie de développement ? La réponse à cette question oblige à se demander si les spécificités du développement n'imposent pas, dans les pays de l'hémisphère sud, un critère de nationalité différent de celui retenu dans les pays industrialisés. En effet, les besoins économiques qui existent dans les jeunes nations favorisent l'émergence du critère du contrôle économique pour définir la nationalité des sociétés au détriment du rattachement juridique. Ce critère, à vocation universaliste et unitaire, va impliquer l'adoption d'un concept de nationalité qui se veut de nature économique et homogène. Cette option économique a pour avantage de ne désigner comme nationale que l'entreprise ayant une participation directe et efficace au développement national. Des lors, le lien de nationalité se conçoit comme un rattachement économique prioritaire à un État.

L'Occident, après une période de forte domination, fait face à une période délicate de son histoire. La plupart des ressources qui alimentent sa croissance ne lui appartiennent plus et sont détenues par les pays du Sud et les nouvelles puissances montantes que sont le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine (BRIC). Ces nouveaux pays participent déjà à près de 50% du PIB mondial, et leurs ambitions planétaires vont se heurter à celles de l'Occident pour la conquête des marchés mondiaux, la sécurisation des approvisionnements et des routes y afférant. Cette guerre économique annoncée va voir s'affronter la Chine, le Japon, l'Inde (déjà pour la maîtrise du continent asiatique) mais aussi la Russie, dont les hydrocarbures constituent une arme efficace, un continent sud-américain revendicatif, riche de ses potentialités et regroupé dans un marché commun, les États-Unis affaiblis par la crise et ses déséquilibres économiques mais désireux de conserver leur suprématie dans le monde, et enfin le continent européen, théoriquement uni, mais déchiré par des intérêts divergents. Si aucune victoire n'est écrite d'avance, la guerre économique mondiale a commencé : le Caucase, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Amérique latine en constitueront autant d'épicentres.

This book offers an in-depth account of the evolution of Quebec's and Scotland's policy strategies in the entrepreneurial finance sector and venture capital more specifically.

Le développement des infrastructures physiques et des services, notamment ceux des transports, figure dans les traités instituant les communautés économiques régionales. Un système de transport adéquat, efficace, sécurisé, fiable et à moindre coût permet d'élargir et d'intégrer les marchés, d'accroître les investissements étrangers directs, de faciliter le mouvement des personnes et des biens, de favoriser l'intégration régionale, de contribuer à la paix et d'encourager la participation du secteur privé au développement économique de la sous-région. En Afrique centrale, les infrastructures physiques et les services comportent encore des lacunes dont les conséquences sont entre autres, une faible participation du secteur privé et une insuffisance des investissements, ainsi qu'un faible développement du secteur industriel et du commerce intra sous-régional. Une des approches pour améliorer cette situation est de doter la sous-région d'un cadre consensuel pour la mise en place d'un système efficace des infrastructures et services de transport qui réponde aux préoccupations de tous les acteurs impliqués dans le processus de

l'intégration régionale en Afrique centrale. Le présent ouvrage souligne les lacunes du système de transport en Afrique centrale. Il s'attarde notamment sur un système routier peu intégré, avec la plus forte proportion des tronçons manquants (47 %) du continent ; un réseau ferroviaire peu connecté, avec le plus faible potentiel d'intégration de l'Afrique ; un mode de transport aérien en difficulté, malgré l'émergence des compagnies privées ; un système de transport par voies d'eau intérieures en baisse importante ; un mode de transport maritime caractérisé par un cabotage informel, et au plan réglementaire, sur le manque d'harmonisation des règles et procédures gouvernant le domaine des infrastructures de transport. Il présente ensuite les objectifs, les orientations stratégiques et les modalités de la mise en œuvre du Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique centrale, cadre de négociation pour les investissements dans le domaine de transport, de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), adopté par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de cette institution en janvier 2004. Les infrastructures de transport et de l'intégration régionale en Afrique centrale est le fruit d'une collaboration entre la Communauté Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et les pays de la sous-région de l'Afrique centrale.

Un type d'espace économique unique s'était imposé depuis la Révolution industrielle, celui de l'Etat-nation. Or, depuis la fin du XXe siècle, la mondialisation économique a installé une situation nouvelle caractérisée par une démultiplication des espaces. Le présent ouvrage est consacré à un nouveau type d'espace économique apparu, celui de l'espace continental. On s'intéressera plus précisément ici à la conception d'une taille appropriée de l'Europe du XXIe siècle. On se souvient que la construction européenne avait débuté après la Seconde Guerre mondiale, d'abord à six Etats-nations, pour aboutir à vingt-sept en 2006. Mais ce processus ressemble plus, pour nous, à la recherche de la taille d'un Etat-nation comme celle des Etats-Unis d'Amérique, qu'à celle de la taille d'un espace continental du XXIe siècle. Car dans la nouvelle configuration apparue après l'émergence de la mondialisation économique, se pose le problème d'une taille continentale minimale. C'est cette question que l'on examinera à propos de l'espace économique européen. Une réponse sera apportée, celle de la nécessité de constituer une Très Grande Europe.

A partir de l'an 2000, les dirigeants africains vont opter pour un mécanisme d'évaluation par les pairs (MAEP) dans le cadre du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), considéré comme la nouvelle voie pour l'émergence africaine. L'auteur se demande si cette nouvelle stratégie sera la clé de la réussite. Selon lui, seul le temps permettra d'y répondre si la volonté politique s'y inscrit de façon durable.

Voici le seul livre de prospective sur la suite du 21ème siècle, écrit par un auteur né au 21ème siècle ! Dont l'avant-propos est écrit par Jean-David Haddad. Un ouvrage inclassable à ne pas lire avec une vision rationnelle basée sur une approche linéaire du temps. Le propos de ce livre est basé sur le postulat selon lequel le temps s'écoulerait de manière circulaire, donnant naissance à des cycles se répétant à l'infini. Ainsi, les événements se reproduiraient dans le temps, inlassablement, prenant des formes différentes dans des contextes différents. Ce qui s'est passé au moment de l'Empire Romain pourrait ressembler à ce qui se déroulera sous nos yeux : l'effondrement par la dette. Notre modèle économique, social, politique va arriver aux prémices d'un futur effondrement, en raison de ce que nous vivons aujourd'hui : hyper-bulle obligataire, endettement croissant des Etats, remboursement de la dette par la dette, créant une gigantesque pyramide de Ponzi, et à terme une impossibilité de rembourser cette dette dès lors que les taux d'intérêt remonteront, d'où une perte de confiance, une déconcentration des capitaux, et l'émergence de nationalismes ou de "dictatures vertes" en conséquence de l'affaiblissement des Nations... Ce que le monde occidental perdra, d'autres le gagneront. Tout au long de ce livre, l'auteur fait des allers et retours entre le contexte économique actuel et l'Empire Romain, y mêlant parfois d'autres époques intermédiaires. Faisant converger les données économiques que les médias nous cachent avec la théorie des cycles, l'auteur arrive à une date clé de l'Histoire à écrire : 2021. Qui ne sera pas la fin du monde, mais l'année à partir de laquelle de nouveaux temps plus troubles vont commencer à défiler. Subrepticement au début. Les années 2027 et surtout 2033 sont pointées comme autant d'années de bouleversements probables, à anticiper afin de protéger son patrimoine. Des années qui resteront gravées dans l'esprit des lecteurs de cet ouvrage.

Bien qu'ils n'aient pas adhéré à la Société des Nations, les Etats-Unis ont largement participé à ses activités, jouant un rôle déterminant dans le développement des sections techniques, ancêtres des agences spécialisées de l'ONU (santé, travail, questions économiques, coopération intellectuelle). Les principaux acteurs de cette participation sont les fondations philanthropiques, notamment la Rockefeller foundation et la Carnegie endowment for international peace. Décidées à intégrer ce que coûte les Etats-Unis dans le système sociétaire afin de pouvoir influencer sur l'élaboration de normes internationales, les fondations sont tout au long de l'histoire de la SdN des soutiens financiers et des partenaires intellectuelles majeures. Le gouvernement américain n'est pas absent du processus : comprenant l'intérêt de ne pas rester aux portes de l'organisation internationale, il envoie des experts dans les multiples commissions créées par la SdN et soutient discrètement l'activité des fondations. La participation américaine, officieuse mais massive, contribue ainsi à remodeler dès l'entre-deux-guerres le système international.

L'Etat-nation est soumis actuellement à des multiples pressions qui invitent à sa profonde transformation, voire son dépassement. Tel est le fait historique et politique que ce livre met en évidence en partant des perspectives morinienne et habermasienne. Les deux penseurs estiment que l'issue à cette crise est dans l'option postnationale de l'Etat.

Etude des problèmes d'ajustement structurel et d'exclusion sociale (pauvreté, chômage) dans les pays arabes et ceux de l'Afrique noire. Sommet social des Nations Unies (1995, Copenhague, Danemark)

Avec RAMSES 2000, l'équipe de l'IFRI propose deux livres en un : une analyse prospective des relations internationales dans les vingt prochaines années et un panorama thématique de l'actualité récente. Prospective d'un nouveau siècle : Thierry de Montbrial introduit l'analyse prospective d'ensemble et montre notamment comment la mondialisation amène les gouvernements, souvent à leur corps défendant, à repenser la notion de souveraineté et à chercher les voies d'une coopération toujours difficile. Quatre parties traitent ensuite des dimensions principales de la mondialisation. La première revient sur les Constantes de l'interdépendance : lutte permanente entre la civilisation et la barbarie, tendances lourdes de la démographie, dynamique des inégalités, persistance de la violence sous d'anciennes et de nouvelles formes, problématique changeante de l'accès aux ressources naturelles. La seconde partie, Science et interdépendance, explore l'impact des avancées scientifiques dans leurs nombreuses dimensions : micro et nanotechnologies, biotechnologies, conquête de l'espace, émergence de la société de l'information. Réponses à la mondialisation montre comment les entreprises et les multinationales s'organisent en réseaux et

transforment l'économie internationale en économie globale et comment les États tentent avec un succès inégal de coopérer pour gouverner l'économie mondiale, mettre en place les conditions de la sécurité internationale et faire émerger un véritable droit international. Enfin, Dépassement des Etats-nations pose implicitement la question du devenir des États en analysant la façon dont les États-Unis, l'Asie et l'Europe abordent le besoin de renouvellement de la souveraineté. Panorama détaillé de l'actualité internationale : Comme les années précédentes, RAMSES 2000 présente un tour d'horizon synthétique de l'évolution du monde. Organisé, cette année, autour d'une cinquantaine d'articles thématiques classés par ordre alphabétique, ce panorama placé à la fin de l'ouvrage facilite l'accès aux informations et analyses qui en font un véritable précis de l'année écoulée. Les lecteurs de RAMSES retrouveront aussi la chronologie, les encadrés, tableaux, cartes et graphiques grâce auxquels ce rapport est devenu un outil de référence largement utilisé. L'index détaillé, qui couvre l'ensemble de l'ouvrage, en favorise une consultation rapide et aisée.

ON A TROP SOUVENT FAIT DE SMITH LE FONDATEUR DE L'ECONOMIE POLITIQUE, OCCULTANT AINSI QU'IL CONSIDERAIT SON OEUVRE MORALE (LA THEORIE DES SENTIMENTS MORAUX) COMME SUPERIEURE A LA RICHESSE DES NATIONS ET QUE L'ECONOMIE RELEVAIT TOUJOURS, POUR LUI, DE LA JURIDICTION DE LA PHILOSOPHIE MORALE. EN REALITE, IL N'EST DEvenu "ECONOMISTE" QUE POUR DES RAISONS PHILOSOPHIQUES. IL Y A UN DEVENIR-ECONOMIE DE LA PHILOSOPHIE : LE MARCHE AUTOREGULATEUR EST L'ENIGME ENFIN RESOLUE, LA SOLUTION ENFIN TROUVEE AU PROBLEME DU FONDEMENT D'UN LIEN SOCIAL DURABLE ET OPTIMAL. TOUTES LES THESES ECONOMIQUES DE SMITH SONT SOLIDAIRES D'UNE HERMENEUTIQUE PHILOSOPHIQUE DU MARCHE. POUR LE DEMONSTRER, ON DECHIFFRERA LES VERTUS DU MARCHE AUTOREGULATEUR EN PRENANT COMME FIL CONDUCTEUR L'OMNIPRESENCE DU CONCEPT DE NATURE DANS LA RICHESSE DES NATIONS. LA SOCIETE COMMERCANTE EST L'ACTUALISATION DU NATUREL ANTHROPOLOGIQUE, EN DEMEURANT CONFORME A LA VERSION SMITHIENNE DU DROIT NATUREL. ELLE INCARNE L'EMERGENCE D'UNE LEGALITE ECONOMIQUE "NATURELLE" (AU SENS D'UN MECANISME ENGENDRANT UN RESULTAT ININTENTIONNEL QUI SE REVELE INCONSCIEMMENT ORDONNE AU BIEN PUBLIC). MAIS LES ANALYSES DE LA RICHESSE DES NATIONS SEMBLANT CONTREDIRE LES RESULTATS DE LA PHILOSOPHIE MORALE. D'OU "LE PROBLEME D'ADAM SMITH". L'EXAMEN DE LA THEORIE DES SENTIMENTS MORAUX MONTRE QU'Y COEXISTENT DEUX MODELES : CELUI DE LA FONDATION MORALE DU LIEN SOCIAL, PAR PLEINE ACTUALISATION DU DISPOSITIF DE LA MORALITE NATURELLE ET CELUI DU RETRAIT. LA RICHESSE DES NATIONS N'EST QUE LE DEVENIR "ECONOMIE" DU RETRAIT, COMME ARTICULATION A MINIMA DE L'ORDRE DE LA COEXISTENCE MORALE ET DE L'ORDRE ECONOMIQUE. SOLUTION REALISTE, DE MOINDRE MAL QUI REALISE LES FINS MORALES, APPAREMMENT NIEES, PAR D'AUTRES MOYENS. CE EN QUOI RESIDE LA DIGINITE PHILOSOPHIQUE DU MARCHE COMME HERITIER QUASI DIALECTIQUE DE LA MORALITE NATURELLE.

L'ouvrage trace d'abord les grands fondements de l'espace économique mondial, du Moyen Âge au post-fordisme. L'auteur définit les différents espaces de libre-échange et les principaux espaces économiques et établit les multiples principes qui les régissent et les moyens mis en œuvre par ce phénomène de mondialisation. Il entend aussi mettre en lumière les limites de ce processus mondial.

Cet ouvrage présente une explication de concepts économiques de base, dont la connaissance et la maîtrise sont indispensables aux entrepreneurs de tous les pays et aux hommes d'affaires modernes, qui développent de plus en plus de synergies et de relations commerciales avec leurs homologues du monde francophone. Il s'agit de permettre à l'espace économique francophone de tenir la place qui lui revient.

L'objet de ce livre est d'examiner le rôle de Montesquieu dans l'émergence de l'économie politique. Il ne s'agit pas seulement de souligner que Quesnay et Smith, habituellement désignés comme véritables " fondateurs ", sont de grands lecteurs de L'Esprit des lois, qu'ils s'en inspirent ou qu'ils le critiquent. L'Esprit des lois permet à la fois d'évaluer les promesses et de mesurer les risques associés à la " prise de pouvoir " de l'économie et à la limitation de la souveraineté politique. En affirmant que le commerce contribue à la sûreté et adoucit les mœurs, Montesquieu fait miroiter les promesses associées à l'essor de l'économie marchande : la mondialisation des échanges peut mettre en échec la violence militaire ou civile. Mais le philosophe n'occulte pas pour autant les risques qu'un tel essor comporte, soit qu'il mette en avant la corruption morale des sociétés marchandes, soit qu'il invoque le déclin d'une certaine pratique politique et d'une certaine éthique sociale qui ne réduirait pas les motivations au seul désir de profit. Montesquieu nous intéresse aujourd'hui par cette tension même : ayant identifié les effets positifs de l'essor de l'économie - le potentiel d'émancipation qu'elle recèle - il a tenté de penser l'ambivalence associée à la déterritorialisation des richesses et ses conséquences possibles sur le déclin de l'éthique civile et de l'esprit civique, la pacification des rapports entre les nations et la préservation de la liberté politique. Loin d'envisager la constitution d'une science autonome, Montesquieu, en d'autres termes, s'est toujours intéressé aux effets de l'économie sur les autres sphères de la vie publique : morale, sociale, politique. En ceci, il ne faisait qu'appliquer aux phénomènes économiques (commerciaux, monétaires, démographiques) la méthode qui lui est propre : déterminer les causes physiques et morales des lois et des mœurs, évaluer l'utilité, en situation, des institutions et des pratiques. L'économie ne saurait dégager des lois " naturelles ", indépendantes des autres phénomènes sociaux ; elle ne saurait bénéficier, en un mot, d'un régime d'exception [4e de couverture]

La construction d'un espace politique, économique, social et culturel européen n'est pas une idée neuve. Mais au 19e siècle, l'idée se heurta à la force de la nation comme modèle politique. De 1815 à 1871, l'Europe des nations domine la vie politique du temps : du congrès de Vienne et de la Sainte- Alliance à l'achèvement de l'unité italienne et allemande, des peuples aspirent à former des nations érigées en États, sous l'œil bienveillant ou hostile des grandes puissances. Tout en dressant le portrait de ces puissances et des régions particulièrement concernées par la question des nationalités, cet ouvrage s'intéresse aux grands mouvements culturels européens – comme le romantisme – et montre l'essor économique parallèle de l'Europe. Il analyse ensuite l'Europe des nationalismes de 1871 à 1914, période de tensions politiques, économiques, culturelles, militaires (naissance de la Triple-Entente et de la Triple- Alliance). L'accent est mis sur les mouvements d'idées, sur l'émergence simultanée de courants socialistes pacifistes et internationalistes et de courants nationalistes bellicistes et antisémites. L'Europe domine le monde par la colonisation et par la culture, mais cette domination externe s'accompagne de déchirements internes, autour des Balkans ou du Rhin, qui entraînent l'Europe sur la voie de la « marche à la guerre ».

Les ambitions planétaires des nouvelles puissances vont s'affronter à celles de l'Occident pour la conquête des marchés

mondiaux, la sécurisation des approvisionnements et des routes. Cette guerre économique annoncée va voir s'affronter la Chine, le Japon, l'Inde mais aussi la Russie, dont les hydrocarbures constituent une arme efficace, un continent sud-américain revendicatif, riche de ses potentialités et regroupé dans un marché commun, les Etats-Unis affaiblis mais désireux de conserver leur suprématie, et enfin le continent européen, théoriquement uni, mais déchiré par des intérêts divergents.

Dictionnaire des nations et des nationalistes dans l'Europe contemporaine Certains intellectuels ont annoncé que la seconde moitié du XXe siècle inaugurerait l'ère "post-nationale". Les conflits nationaux et ethniques des années 1990 ont invalidé cette vision. Si le XIXe siècle marque l'émergence et la consolidation des nations en Europe centrale, le XXe siècle est bien celui de la diffusion du modèle national à toute l'Europe comme celui de l'exacerbation des nationalismes. L'approche thématique et transversale de ce dictionnaire invite à comprendre comment les nations européennes ont été "inventées" et conduit à réfléchir aux effets des nationalismes. Les 28 notices explicitent des notions fondamentales et contiennent des références nourries aux histoires des différentes nations européennes. Trois index détaillés permettent une entrée dans l'ouvrage soit par noms propres, soit par institutions, soit par lieux et peuples, faisant de ce livre un outil de référence. Une bibliographie et de nombreuses cartes fournissent des repères pour compléter les analyses.

[Copyright: 0622e3c17e2a3aa326eb8c0014f24bd2](#)